



Déclaration liminaire des élu-e-s CGT à la FS du 7 octobre 2025

Monsieur le Président,

Depuis trop longtemps nous subissons des choix qui visent à faire de la France un Eldorado fiscal pour milliardaires. Le refus de cette politique et de ses contre-reformes est largement majoritaire dans notre pays, les mobilisations massives du 10 du 18 septembre et du 2 octobre, l'ont démontrées.

Dans les crises politiques, économiques, financières et sociales sans précédent que nous traversons le nouveau gouvernement n'aura tenu qu'une journée.

Le gouvernement est tombé, il n'a même pas eu le temps de proposer son programme, qui aurait pu s'appeler « on prend les mêmes et on recommence ».

Aujourd'hui où en est le dialogue social ? où en est la démocratie ? Une bonne « réforme » l'est-elle parce qu'elle a été refusée par plus de 60 % de la population ? Les salaires doivent-ils être bloqués pour que 500 familles s'emparent des richesses de 40 % du PIB ? La Sécurité Sociale dont on fête les 80 ans doit-elle être dépecée et ses prestations réduites à néant ?

Le vrai sens de leur politique au profit des plus riches n'a pas changé.

Le but est toujours de démanteler l'État social, la Sécurité Sociale, les services publics ce que la CGT dénonce et combat fermement par tous les moyens possibles.

Il est impossible de ne pas parler de la répression dont sont trop souvent victimes les syndicalistes. Nous pensons à notre camarade de la direction nationale du syndicat CGT Finances Publiques et membre de la section de Haute-Garonne. Lors d'un rassemblement pacifique de soutien à la flottille pour Gaza, avec d'autres manifestants, notre camarade a subi une répression d'une extrême brutalité qui l'a envoyé aux urgences. La CGT dénonce l'usage disproportionné de la force. Les charges violentes entraînant des blessés et les interpellations injustes constituent une atteinte grave au droit fondamental de manifester.

De toute urgence la CGT demande la mise en places des mesures revendiquées par l'intersyndicale réunie le 19 septembre dernier:

- L'abandon définitif de l'ensemble du projet de budget, notamment le doublement des franchises médicales, l'année blanche (désindexation des pensions, des prestations sociales, des salaires des agent·es de la fonction publique et du budget des services publics), la suppression de 3000 postes de fonctionnaires et la réforme de l'assurance chômage, ainsi que des projets attaquant le code du travail, et le 1er mai ;
- La justice fiscale, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignant l'imposition des dividendes ;
- La conditionnalité sociale et environnementale des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises privées ;
- Des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics partout sur le territoire ;
- Une protection sociale de haut niveau et l'abandon du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans ;
- Des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation de la France, et des mesures contre les licenciements.